

Chambre des Représentants

SESSION 1969-1970.

5 MARS 1970.

PROPOSITION DE LOI

relative à la fusion de communes et à la modification des limites territoriales communales.

AMENDEMENT

PRESENTE PAR MM. PIRON,
MEYERS ET MOTTARD.

Art. 13.

Compléter cet article par un nouvel alinéa libellé comme suit:

« Pour les années demeurant à courir, de la période de dix ans fixée à l'alinéa 1^{er}, le complément de recettes prévu à cet alinéa est accordé à toutes les communes issues des fusions réalisées sur base des articles 91 à 95 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, telle qu'elle a été modifiée par l'article 26 de la loi du 16 mars 1964 relative au Fonds des Communes. Pour le calcul des années encore à prendre en considération, il est admis que la période de dix ans commence à partir de la date fixée à l'article 26, dernier alinéa, de la loi du 16 mars 1964. Les communes issues des fusions ratifiées avant 1970 acquièrent ce droit à partir du 1^{er} janvier de l'année suivant celle de l'entrée en vigueur de la présente loi. Les communes issues des fusions ratifiées dans le courant de 1970 acquièrent ce droit le 1^{er} janvier de l'année déterminée conformément à l'article 26 de la loi du 16 mars 1964, si la présente loi est déjà entrée en vigueur à cette date. Si la présente loi entre en vigueur après la date fixée sur base de l'article 26 de la loi du 16 mars 1964, ces communes acquièrent ce droit à partir du 1^{er} janvier de l'année suivant celle de cette entrée en vigueur. »

JUSTIFICATION.

L'objectif prépondérant, lors du dépôt de la proposition de loi du 18 juin 1969 relative à la fusion de communes et à la modification des limites territoriales communales, a été d'instituer très rapidement une nouvelle réglementation afin que les fusions de communes puissent être

Voir:

422 (1968-1969) :

- N° 1: Proposition de loi.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1969-1970.

5 MAART 1970.

WETSVOORSTEL

betreffende de samenvoeging van gemeenten
en de wijziging van gemeentegrenzen.

AMENDEMENT

VOORGESTELD DOOR DE HEREN PIRON,
MEYERS EN MOTTARD.

Art. 13.

Dit artikel aanvullen met een nieuw lid, luidend als volgt:

« Voor de nog overblijvende jaren van de in het eerste lid bedoelde tienjarige periode wordt het elders bedoelde ontoengstensupplement: ... toegekend aan alle gemeenten die zijn ontstaan door samenvoeging op grond van de artikelen 91 tot en met 95 van de wet van 14 februari 1961 omtrent economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, zoals deze is gewijzigd bij artikel 26 van de wet van 16 maart 1964 betreffende het Gemeentefonds. Voor de berekening van de nog in aanmerking komende jaren wordt aangenomen dat de tienjarige periode begint op de in het laatste lid van artikel 26 van de wet van 16 maart 1964 bedoelde datum. De gemeenten waarvan de samenvoeging vóór 1970 is bevestigd, verkrijgen dit recht vanaf 1 januari van het jaar dat volgt op dat waarin deze moet van kracht worden. De gemeenten waarvan de samenvoeging in de loop van het jaar 1970 wordt bevestigd, verkrijgen dit recht op 1 januari van het jaar dat bevestigd is overeenkomstig artikel 26 van de wet van 16 maart 1964 indien de onderhavige wet op die datum al van kracht is. Indien deze wet na de op grond van artikel 26 van de wet van 16 maart 1964 vastgestelde datum van kracht toet, verkrijgen deze gemeenten dat recht vanaf 1 januari van het jaar, omliggend op dat waarin zij van kracht wordt. »

VERANTWOORDING.

Bij het indienen van het wetsvoorstel van 18 juni 1969 betreffende de samenvoeging van gemeenten en de wijziging van gemeentegrenzen was het voornaamste doel zeer spoedig een nieuwe regeling in het leven te roepen, zodat samenvoegingen van gemeenten met meer succes dan

Zie:

422 (1968-1969) :

- N° 1: Wetsvoorstel.

H. - 269.

réalisées avec plus de succès que dans le passé. Par l'instauration d'une procédure spéciale offrant toutes les garanties politiques et par l'octroi d'avantages supplémentaires, on tend à faciliter la fusion des communes qui, pour des raisons de nature administrative, géographique, financière, économique, sociale ou culturelle, sont à prendre en considération en vue de fusions. Les signataires de cette proposition de loi pouvaient dès lors, raisonnablement, nourrir l'espoir que celle-ci serait examinée sans retard.

Le Ministre de l'Intérieur a toutefois fait savoir que lui-même, dans un délai raisonnable, déposerait un projet de loi sur la même matière, de telle sorte qu'il est apparu utile de ne pas insister, provisoirement, en vue de la discussion de la proposition de loi.

Cependant, le projet de loi annoncé par le Ministre de l'Intérieur n'a toujours pas été déposé au Parlement. Selon toute vraisemblance, les fusions annoncées naguère par le Ministre, lors de la discussion du budget de son Département au Sénat, se feront donc conformément aux règles contenues dans les articles 91 à 95 de la loi du 11 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier telle qu'elle a été modifiée par la loi du 16 mars 1964.

Concernant l'aspect financier de ces fusions, les communes issues des fusions ne reçoivent, de cette manière, que durant cinq ans un complément de recettes égal à 10% de la quote-part normale dans le Fonds B du Fonds des Communes. Ceci est généralement considéré comme insuffisant.

Dans la nouvelle réglementation proposée, telle qu'on la trouve dans la proposition de loi du 18 juin 1969, il est accordé aux communes issues des fusions un complément de recettes égal à 25 % de la quote-part normale dans le Fonds B du Fonds des Communes.

Afin d'éviter que ne survienne une forte inégalité entre les communes issues des fusions réalisées avant l'adoption de la proposition de loi et celles issues des fusions réalisées postérieurement à cette adoption, l'amendement présenté propose une réglementation transitoire. Cet amendement tend à compléter l'article 13 de la proposition de loi du 18 juin 1969 en ce sens que les communes issues des fusions réalisées avant l'entrée en vigueur du texte dont il s'agit puissent, elles aussi, revendiquer le complément de recettes de 25 %, pour la partie des dix ans, à partir de la ratification, qui reste à courir. Cet amendement bénéficie d'ailleurs de l'appui total de l'Union des Villes et Communes belges.

En vue de cet avantage, sont d'abord prises en considération les communes issues des fusions qui seront réalisées cette année encore. Pour ces communes, la période de dix ans commence à courir à partir de la date fixée à l'article 26 de la loi du 16 mars 1964, c'est-à-dire, soit le 1^{er} janvier de l'année qui suit la ratification prescrite par l'article 91, alinéa 2, de la loi du 11 février 1961, soit le 1^{er} janvier de la seconde année qui suit cette ratification, selon que celle-ci est intervenue durant le premier trimestre d'une année ou ultérieurement:

- si la ratification intervient durant le premier trimestre de 1970, cette période commence donc à courir le 1^{er} janvier 1971;
- si la ratification intervient durant les autres trimestres de 1970, cette période prend cours le 1^{er} janvier 1972.

Dans les deux cas, pour autant que la proposition de loi du 18 juin 1969 et cet amendement soient adoptés en 1970, les Communes acquièrent un droit à un complément de recettes de 25 %, soit le 1^{er} janvier 1971, soit le 1^{er} janvier 1972. Si ladite proposition de loi et le présent amendement sont adoptés en 1971, les communes issues des fusions ratifiées durant le premier trimestre de 1970 recevront, en 1971, un complément de 10 % et, en 1972, un complément de 25 %, et ce pendant les neuf années demeurant à courir. Etant donné que, selon toute probabilité, la ratification des fusions préparées actuellement n'interviendra pas durant le premier trimestre de 1970, il ne s'agit toutefois là que d'une hypothèse théorique.

Les communes issues des fusions ratifiées antérieurement, par les lois des 2 et 6 juillet 1961, sont également prises en considération en vue de ce complément de recettes, à partir du 1^{er} janvier de l'année suivant celle durant laquelle la proposition du 18 juin 1969 telle qu'elle est amendée, deviendra loi. Pour ces communes, la période de dix ans à considérer a pris cours le 1^{er} janvier 1966. Si ladite proposition de loi et le présent amendement sont adoptés en 1970, ces communes auront donc droit à un complément de 25 %, pendant le laps de temps allant du 1^{er} janvier 1971 au 31 décembre 1975. Si la proposition de loi et cet amendement sont adoptés en 1971, les communes susdites auront droit au complément de 25 % pendant le laps de temps allant du 1^{er} janvier 1972 au 31 décembre 1975.

Afin que les choses soient parfaitement claires, on trouvera ci-après un tableau fournissant des données concrètes relatives aux durées prévues par le présent amendement. En fait, étant donné que la législation actuelle cessera d'être en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1971, il y a lieu de s'en tenir, aux fusions ratifiées par les lois des 2 et 6 juillet 1964 et à celles qui seront ratifiées dans le courant de 1970.

in het verleden tot stand zouden kunnen komen. Door het invoeren van een bijzondere procedure, die alle politieke waarborgen biedt, en door het toekennen van bijkomende voordelen, wordt beoogd de samenvoeging van gemeenten die daarvoor, om redenen van administratieve, geografische, financiële, economische, sociale of culturele aard in aanmerking komen, te vergemakkelijken. De indianers mochten dan ook de redelijke hoop koesteren dat dit voorstel zonder verwijl zou worden behandeld.

De Minister van Binnenlandse Zaken kondigde evenwel aan dat hij binnen een redelijke termijn zelf een wetsontwerp zou indienen over dezelfde materie, zodat het nuttig leek voorlopig niet aan te dringen op de bespreking van het wetsvoorstel.

Indmiddels werd het door de Minister van Binnenlandse Zaken aangekondigde ontwerp nog niet bij het Parlement ingediend. Het ziet er dan ook naar uit dat de samenvoegingen, die onlangs door de Minister bij de bespreking van de bevoegdheid van zijn departement in de Senaat zijn aangekondigd, zullen geschieden volgens de regelen vervat in de artikelen 91 tot en met 95 van de wet van 11 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, zoals deze is gewijzigd door de wet van 16 maart 1964.

Wat het financieel aspect van de samenvoegingen betreft, verkrijgen de aldus uit samenvoeging ontstane gemeenten slechts gedurende vijf jaar een ontvangstsupplement van 10 % van het normale aandeel in het B-fonds van het Gemeentefonds. Dit wordt algemeen envoldoende geacht.

In de nieuw voorgestelde regeling, zoals die voorkomt in het wetsvoorstel van 18 juni 1969, wordt aan de uit samenvoeging ontstane gemeenten gedurende tien jaar een ontvangstsupplement van 25 % van het normale aandeel in het B-fonds van het Gemeentefonds toegekend.

Om te vermijden dat op dit gebied een grote ongelijkheid ontstaat tussen de gemeenten die samengevoegd werden vóór de aanvaarding van dit voorstel en die welke nadien daarvoor in aanmerking zouden komen, wordt in het hierbij ingediende amendement een overgangsregeling voorgesteld. Dit amendement wil artikel 13 van het wetsvoorstel van 18 juni 1969 in die zin aanvullen dat de vóór het van kracht worden van deze tekst samengevoegde gemeenten voor het vanaf de bekrachtiging lopende gedeelte van de periode van tien jaar eveneens aanspraak kunnen maken op het supplement van 25 %. Dit amendement geniet trouwens de volledige steun van de Vereniging van Belgische Steden en Gemeenten.

Voor dit voordeel komen in de eerste plaats de gemeenten in aanmerking die in de loop van dit jaar nog samengevoegd zullen worden. Voor deze gemeenten begint de tienjarige periode te lopen vanaf de datum bepaald in artikel 26 van de wet van 16 maart 1964, d.i. hetzij op 1 januari van het jaar dat volgt op de bekrachtiging, of voorgeschreven in artikel 91, tweede lid, van de wet van 11 februari 1961, hetzij op 1 januari van het tweede jaar volgend op de bekrachtiging, naargelang deze tijdens het eerste kwartaal van het jaar, dan wel later heeft plaatsgevonden.

— indien de bekrachtiging plaatsvindt in het eerste kwartaal van 1970, begint deze periode dus te lopen vanaf 1 januari 1971;

— indien de bekrachtiging plaatsvindt in de loop van de overige kwartalen van 1970, vangt deze periode aan op 1 januari 1972.

In beide gevallen verkrijgen de gemeenten - indien het wetsvoorstel van 18 juni 1969 samen met dit amendement in 1970 wordt aangenomen - het recht op een ontvangstsupplement van 25 % hetzij op 1 januari 1971, hetzij op 1 januari 1972. Worden dit voorstel en dit amendement in 1971 aangenomen, dan zal de uit een samenvoeging ontstane gemeente waarvoor de bekrachtiging plaatsvond in het eerste kwartaal van 1970, in 1971 een supplement van 10 % en in 1972 een supplement van 25 % ontvangen, zulks gedurende de negen resterende jaren. Aangezien de bekrachtiging van de taak in voorbereiding zijnde samenvoegingen hoogst waarschijnlijk niet zal geschieden in het eerste kwartaal van 1970, is dat evenwel een problematische onderstelling.

Ook de gemeenten waarvan de samenvoeging eerder werd bekrachtigd bij de wetten van 2 en 6 juli 1964 komen voor dit ontvangstsupplement nog in aanmerking vanaf 1 januari van het jaar dat volgt op dat waarin het voorstel, zoals het wordt geamendeerd, wet zal worden. De in aanmerking te nemen tienjarige periode vangt voor die gemeenten aan op 1 januari 1966. Indien het wetsvoorstel en dit amendement nog in 1970 aangenomen worden, verkrijgen zij bijgevolg nog voor de periode van 1 januari 1971 tot 31 december 1975 recht op een supplement van 25 %. Indien het wetsvoorstel en dit amendement in 1971 worden aangenomen, kunnen zij daarop nog aanspraak maken vanaf 1 januari 1972 tot 31 december 1975.

Duidelijkheidshalve volgt hieronder een tabel waarbij concrete gegevens worden verstrekt betreffende het in het amendement aangenomen tijdschema. In feite dient men zich, omwille van het feit dat de huidige wetgeving ophoudt van kracht te zijn op 1 januari 1971, slechts in te laten met de samenvoegingen die bekrachtigd zijn bij de wetten van 2 en 6 juli 1964 en met die welke nog bekrachtigd zullen worden in de loop van 1970.

Fusions ratifiées en — Samenvoegingen bekrachtigd in	Loi du 14 février 1961 modifiée par la loi du 16 mars 1954 — Wet van 14 februari 1961 gewijzigd door de wet van 16 maart 1964		Entrée en vigueur de la présente loi en Daze wet van kracht in					
			1970		1971		1972	
	10% à partir — 10% vanaf	jusque (5 ans) — tot (5 jaar)	25% à partir — 25% vanaf	jusque (10 ans) — tot (10 jaars)	25% à partir — 25% vanaf	jusque (10 80s) — tot (10 Jaar)	25% à partir — 25% vanaf	jusque (10 ans) — tot (10 Jaar)
1964 (lois du 2 et 6 juillet 1961). - 1964 (wetten van 2 en 6 juil 1964).	1.1.1966	31.XU.1970	1.1.1971	31.XII.1975 (1)	1.1.1972	31.XII.1975 (2)	1.1.1973	31.XU.1975 (3)
1 ^{er} trimestre 1970. - 1 ^{er} kwartaal 1970	1.1.1971	31.XU.1975	1.1.1971	31.XII.1980	1.1.1972	31.XII.1980 (4)	1.1.1973	31.XU.1980 (5)
Après le 1 ^{er} trimestre de 1970. — Na het 1 ^{er} kwartaal van 1970 ..	1.1.1972	31.XII.1976	1.1.1972	31.XII.1981	1.1.1972	31.XII.1981	1.1.1973	31.XII.1981 (6)

(1) Dans ce cas, ces communes bénéficient d'un complément de 10 % durant cinq ans et de 25 % durant les cinq années suivantes.

(2) Complément de 10 % de 1966 à 1970; de 1972 à 1975, complément de 25 %. En 1971, ces communes n'auront donc aucun complément.

(3) Aucun complément en 1971 et 1972.

(4) En 1971 : 10 % 25 % les neuf années suivantes.

(5) En 1971 et 1972 : 10 %; 25 % les huit années suivantes.

(6) En 1972 : 10 % 25 % les neuf années suivantes.

Il serait souhaitable que la proposition de loi du 18 juin 1969 et le présent amendement soient examinés incessamment par la Chambre.

La réussite de la politique de fusions, qui suppose que toutes les communes qui seront fusionnées désormais, sachent avec certitude quel sera leur statut, dépend de cette discussion dans un tout proche avenir.

(1) In dit geval genieten deze gemeenten een supplement van 10 % gedurende vijf jaar en van 25 % gedurende de volgende vijf jaren.

(2) Supplement van 10 % van 1966 tot 1970; van 1972 tot 1975 supplement van 25 %. In 1971 genieten deze gemeenten dus geen supplement.

(3) Geen supplement in 1971 en 1972.

(4) In 1971 : 10 %; daarna negen jaar 25%.

(5) In 1971 en 1972: 10 %; daarna acht jaar 25 %.

(6) In 1972: 10 %; daarna negen jaar 25 %

Hopelijk worden het wetsvoorstel van 18 juni 1969 en het onderhavige amendement onverwijld door de Kamer behandeld.

Het welslagen van de politiek van samenvoeging, welke vooropstelt dat alle gemeenten die samengevoegd zullen worden, met zekerheid moeten weten wat hun toekomstig statuut zal zijn, hangt af van die behandeling binnen zeer korte tijd.

M. PIRON.

P. MEYERS.

G. MOTTARD.